

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

N° 2025-ECPAD-002 à 004-AC-00-00

**ACCORD-CADRE RELATIF A DES PRESTATIONS D'ASSISTANCE, DE
CONSEIL ET DE REPRESENTATION EN JUSTICE POUR
L'ÉTABLISSEMENT DE COMMUNICATION ET DE PRODUCTION
AUDIOVISUELLE DE LA DÉFENSE (ECPAD)**

3 LOTS

Pouvoir adjudicateur : Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD)

Mode de passation : Marché à procédure adaptée en application L.2123-1, R.2123-1, R.2123-4 à R.2123-7 du Code de la commande publique

Représentant du Pouvoir adjudicateur : Le Directeur de l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense

Comptable assignataire des paiements : L'Agent comptable de l'ECPAD

1 OBJET

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations d'assistance et de conseil juridiques en lien avec les activités de l'établissement de communication et de production audiovisuelle de la défense (ECPAD), comprenant des missions de conseil et de représentation en justice de l'établissement public.

Ainsi, l'accord-cadre a pour objet de fournir à l'ECPAD :

- Des prestations d'assistance et de conseil juridique dans les différents domaines d'activités de l'ECPAD,
- Des prestations d'assistance ou de rédaction de mémoire en vue de la défense des intérêts de l'ECPAD,
- Des prestations de représentation de l'ECPAD en justice ou lors de réunions.

2 TYPE DE MARCHÉ ET PROCÉDURE

Le présent accord-cadre (CPV 79110000-8) est un marché de prestations juridiques, relevant des services sociaux et autres services spécifiques mentionnés au 3° de l'article R2123-1 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions des articles L2113-15 et R.2123-1 du Code de la commande publique, la procédure et les délais de remise des offres sont adaptés à l'objet de la prestation, aux usages professionnels et aux impératifs temporels de passation du marché.

Il s'agit d'un accord-cadre conclu avec un seul opérateur économique en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 du code de la commande publique.

- L'accord-cadre est à bons de commande sans minimum et avec maximum, passé en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique et conclu selon une procédure adaptée ouverte.
- L'accord-cadre est conclu à prix unitaires sur la base des prix unitaires indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU).
- Les accords-cadres fixent toutes les stipulations contractuelles et s'exécutent au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.
- L'ECPAD pourra émettre des bons de commande jusqu'au dernier jour de validité du présent accord-cadre. Ainsi, l'exécution d'un bon de commande pourra aller au-delà de la date de validité du contrat.

3 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le présent marché public est constitué par les documents contractuels listés ci-après pour chaque lot :

- **L'acte d'engagement** signé par le Pouvoir adjudicateur et le représentant habilité du titulaire, et ses deux annexes :
 - ✓ Annexe 1 : **Bordereau des prix unitaires (BPU)** ;
 - ✓ Annexe 2 : **Le cadre de réponse technique (CRT)**.

dans leur dernière version résultant des modifications éventuelles opérées par avenant, et dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'établissement, fait seul foi ;

- **Le présent cahier des clauses particulières (CCP)**, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'établissement, fait seul foi ;
- **Le cahier des clauses administratives générales** applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- **Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants**, postérieurs à la notification du marché ;

- Les diverses mises au point du marché ;
- Les actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Par ailleurs, aucune condition spécifique ou générale figurant dans les documents envoyés par le Titulaire au titre de cette consultation ne pourra s'intégrer au présent marché public. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux, etc.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché public et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

4 INTERVENANTS AU CONTRAT

4.1- Parties au contrat

Le présent marché est conclu entre :

- **Le « Pouvoir adjudicateur »** : il s'agit de la personne publique qui conclut le marché avec le titulaire. Pour le présent marché, il s'agit de l'Etablissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense (ECPAD).

L'autorité habilitée à engager l'établissement Monsieur Laurent VEYSSIÈRE, Directeur de l'ECPAD ;

Conformément à l'article R.3415 du Code de la défense portant statut de l'ECPAD, le Directeur de l'établissement exerce les fonctions de Pouvoir adjudicateur et d'Ordonnateur principal ;

ET

- **Le « Titulaire »** : il s'agit de l'opérateur économique qui conclut ce marché public avec le Pouvoir adjudicateur et dont les caractéristiques sont précisées à l'article C de l'acte d'engagement (AE). En cas de groupement des opérateurs économiques, le Titulaire désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

La **personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-46 et L. 2191-8** du Code de la commande publique est le Directeur de l'établissement de communication et de production audiovisuelle de la défense.

4.2- Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance et aux dispositions de l'article 3.6.1 du CCAG-PI, à condition d'avoir obtenu préalablement de la personne publique l'acceptation du sous-traitant et de ses conditions de paiement.

Le Titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, de se conformer aux conditions fixées dans les articles L.2193-4 à L.2193-7, ainsi que les articles R.2193-1 à R.2193-8 du Code de la commande publique. Le Titulaire est notamment tenu d'établir que le nantissement dont le marché public a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant, conformément à l'article R. 2193-3 dudit code.

Le sous-traitant ne peut intervenir qu'après signature par le Pouvoir adjudicateur de l'acte de sous-traitance. Le Titulaire garantit que les contrats passés avec ses éventuels sous-traitants tiennent compte des obligations nées du présent marché public.

La signature par le Titulaire (ou le mandataire en cas de groupement) du décompte, de la facture ou du mémoire émis par le sous-traitant, vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer.

En cas de non-respect des règles relatives à la sous-traitance, l'Administration se réserve le droit de résilier le marché public pour faute du Titulaire en application de l'article 41 du CCAG-PI, et de faire exécuter le reste de la prestation aux frais et risques du Titulaire, conformément aux dispositions du CCAG de référence.

4.3-Cotraitance

En cas de cotraitance, le mandataire du groupement devra assurer le travail de coordination et aura en charge le suivi et la réalisation des répartitions de paiement, de la planification et de la mise à jour du calendrier d'intervention du personnel cotraitant. Le mandataire assurera la liaison entre l'ECPAD et ses cotraitants.

Si le groupement est conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

La composition du groupement ne peut être modifiée après la signature du marché.

Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'Administration l'autorisation de continuer l'exécution sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation de l'Administration un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-contractants ou entreprises liées.

L'Administration se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé au regard des conditions de participation qu'il a définies (article R.2142-26 du Code de la commande publique).

4.4 Suivi du marché public

4.4.1. Représentants du Pouvoir adjudicateur

Le Département des affaires juridiques et des achats de l'ECPAD est chargé du suivi du marché ainsi que du suivi technique du marché.

Les noms et coordonnées des représentants pour les parties juridique et technique seront communiqués au Titulaire après notification du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché public.

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-PI, les personnes physiques désignées par le Pouvoir adjudicateur pour la conduite du présent marché ne sont pas réputées disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire, les décisions nécessaires engageant le Pouvoir adjudicateur. Tout acte et toute décision devant être pris pour permettre l'exécution des prestations, objet du présent marché, relèvent du Pouvoir adjudicateur ou de son représentant le cas échéant.

4.4.2. Représentants du Titulaire

La ou les personnes physiques habilitées à représenter le Titulaire auprès du Pouvoir adjudicateur pour les besoins de l'exécution du marché sont nommément désignées dans l'offre du titulaire.

En cas de changement d'un ou plusieurs des interlocuteurs, le Titulaire doit en informer l'établissement sans délai.

5 CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ

Les caractéristiques techniques des prestations attendues figurent dans le CCTP.

5.1- Allotissement, variantes, tranches

- Le présent marché est alloti en trois lots, répartis comme suit :

- **Lot n°1 : Assistance, conseil juridique et représentation en droit public**
 - o Au titre de ce lot, le titulaire pourra être consulté ou représenter l'ECPAD en justice notamment dans les domaines suivants : droit administratif, contrats publics (marchés publics, concessions, autorisations d'occupation du domaine, ...), responsabilité administrative, domanialité publique, droit de la construction et de l'urbanisme, fiscalité, fonction publique, droit du patrimoine. Le titulaire doit notamment pouvoir représenter l'établissement devant la Cour des comptes.
 - **Lot n°2 : Assistance, conseil juridique et représentation en droit privé**
 - o Au titre de ce lot, le titulaire pourra être consulté ou représenter la personne publique en justice notamment dans les domaines suivants : droit civil, droit commercial, droit des affaires, droit de la consommation, droit des assurances, droit pénal, procédure civile et pénale, à l'exclusion du droit de la propriété littéraire et artistique, des médias et du numérique et du droit de la propriété industrielle.
 - **Lot n°3 : Assistance et conseil juridique en droit de la propriété industrielle, littéraire et artistique, des médias et du numérique.**
 - o Au titre de ce lot, le titulaire pourra être consulté ou représenter la personne publique en justice en droit de la propriété industrielle (droit des marques et droit des brevets), littéraire et artistique, droit de la communication (presse, médias), droit de l'audiovisuel, droit de la protection des données personnelles, et droit du numérique (télécommunications, e-commerce, etc.) y compris droit des nouvelles technologies (intelligence artificielle, blockchain et registres distribués, cryptoactifs, etc.).
- Les variantes ne sont pas autorisées ;
 - Il n'est pas prévu de tranches optionnelles.

5.2- Prestations supplémentaires éventuelles

L'ECPAD ne prévoit pas de prestations supplémentaires éventuelles (PSE).

5.3- Durée du marché

La durée d'exécution de l'accord-cadre ou du marché est de **48 mois** (reconductions comprises).

Le marché est reconductible **3 fois** pour une période de **12 mois**.

La période initiale et les périodes de reconduction ont chacune une durée de 12 mois.

L'accord-cadre débute à **compter de sa date de notification ou à celle mentionnée dans le courrier de notification au titulaire.**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de reconduire ou de ne pas reconduire l'accord-cadre. En cas de non-reconduction, le Pouvoir Adjudicateur en informe le Titulaire au plus tard deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. La non-reconduction de l'accord-cadre ne donne droit au profit du Titulaire à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

5.4- Montant du marché

5.4.1 Montant minimum et maximum

Lot 1	Montant minimum en € HT sur la durée du marché (reconductions comprises)	Montant maximum estimé en € HT sur la durée du marché (reconductions comprises)
Montant en € Hors Taxe	0 €	45 000 €

Lot 2	Montant minimum en € HT sur la durée du marché (reconductions comprises)	Montant maximum estimé en € HT sur la durée du marché (reconductions comprises)
Montant en € Hors Taxe	0 €	45 000 €

Lot 3	Montant minimum en € HT sur la durée du marché (reconductions comprises)	Montant maximum estimé en € HT sur la durée du marché (reconductions comprises)
Montant en € Hors Taxe	0 €	45 000 €

Le montant maximum ne constitue aucunement un engagement contractuel de commande des prestations.

5.4.2 Montant estimé à l'année

	Montant estimé en € HT
Lot 1	20 000 €
Lot 2	20 000 €
Lot 3	20 000 €

5.5- Horaires d'ouverture de l'établissement

En cas de nécessité pour le Titulaire de se rendre sur le site de l'ECPAD, l'adresse de l'établissement est la suivante :

Etablissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense (ECPAD)
2 à 8, route du Fort - Fort d'IVRY
94205 - IVRY SUR SEINE Cedex

Les visites ne pourront s'effectuer que pendant les heures de travail des personnels de l'ECPAD, c'est-à-dire :

- ✓ Du lundi au jeudi de 08h30 à 12h00 et de 13h00 à 17h20,
- ✓ Le vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h00 à 16h10.

En cas de fermeture exceptionnelle de l'établissement, le Titulaire ne peut intervenir sur le site de l'ECPAD.

Lors de sa venue sur site, le Titulaire devra impérativement respecter les conditions prévues à l'article 9 du présent CCAP.

6 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

En cas de manquement aux obligations mentionnées ci-après, l'administration pourra résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire, et faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

Les obligations s'appliquent au titulaire, ainsi qu'à ses éventuels cotraitants et sous-traitants. Le Titulaire doit donc veiller à ce que les cotraitants et sous-traitants soient informés des obligations liées au présent marché public.

6.1- Obligations du titulaire

Le titulaire de chaque lot du présent accord-cadre s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires auprès du pouvoir adjudicateur, compte tenu des natures et domaines d'intervention qui lui sont confiés dans chaque lot. Il doit mettre en garde le pouvoir adjudicateur contre les conséquences dommageables des dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à sa connaissance tout au long de sa mission.

Pour l'exécution de sa mission, le titulaire de chaque lot est tenu d'assister à toutes les réunions de travail organisées par le pouvoir adjudicateur dès lors que des questions le concernant y seront abordées.

Pour assurer sa mission, le titulaire de chaque lot utilise des outils adaptés, permettant une compréhension aisée et instantanée des situations réelles comparées aux prévisions, en vue d'informer le pouvoir adjudicateur dans les délais les plus brefs.

6.2- Moyens dédiés à l'exécution des prestations

L'équipe du titulaire est qualitativement et quantitativement adaptée à la nature des prestations qu'il assure pour les différentes missions.

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, demander au titulaire le remplacement d'un ou plusieurs membres de l'équipe du titulaire s'il le juge nécessaire.

La bonne exécution des prestations dépendant, d'une part, de l'interlocuteur dédié et, d'autre part, de la composition quantitative et qualitative de l'équipe, le titulaire a l'obligation de maintenir en place les membres de l'équipe nommément désignés dans son offre pendant toute la durée nécessaire à l'accomplissement des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, si l'un des membres de l'équipe n'est plus en mesure d'accomplir sa mission, le titulaire doit :

- en aviser, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres (CV à l'appui) dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de dix (10) jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un (1) mois pour proposer un autre remplaçant. La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, l'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 36 du CCAG-PI.

6.3- Obligation de confidentialité et de discrétion

Conformément aux règles déontologiques de la profession d'avocat, les intervenants sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les informations dont ils auront connaissance.

Par dérogation à l'article 39 du CCAG-PI, le non-respect de cette obligation entraîne la résiliation immédiate du lot concerné sans préavis, ni indemnité et, si nécessaire, des poursuites judiciaires pourront être déclenchées.

6.4- Continuité de service

Le Titulaire s'engage à disposer de tous les moyens nécessaires humains, matériels, pour assurer les engagements du présent marché, en tout temps et en toutes circonstances, à l'exclusion des cas de force majeure (émeute, grève générale, guerre, guerre civile, sabotage, etc.).

Dès lors, il appartient au Titulaire de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'en assurer l'exécution de bout en bout, tout en garantissant les obligations de qualité et de résultats mentionnées supra.

Une interruption de service menant à l'échec de la mission ne peut être envisagée dans le cadre de ce marché public.

7 CONDITIONS D'ACCÈS AU FORT D'IVRY-SUR-SEINE

7.1- Cadre général

Le site du Fort d'Ivry-sur-Seine est une zone protégée (arrêté n°20538/ARM/ECPAD du 1^{er} juin 2021). Le régime de protection des zones protégées est régi par les dispositions des articles 413-7, 413-8 et des articles R. 413-1 à R. 413-5 du Code pénal.

Les dispositions suivantes sont celles en vigueur au moment de la passation du marché. Elles peuvent être amenées à évoluer. Dans ce cas, les modifications sont transmises au Titulaire.

Le (ou les) personnel(s) intervenant pour le compte d'un Titulaire devra impérativement obtenir l'autorisation d'accès au fort pour l'exécution du présent marché public.

En cas de manquement aux obligations mentionnées au présent article, l'Administration pourra résilier le marché concerné aux torts exclusifs du Titulaire, et faire exécuter les prestations aux frais et risques de ce dernier.

Les obligations s'appliquent au Titulaire, ainsi qu'aux éventuels cotraitants et sous-traitants. Chaque Titulaire doit donc veiller à ce que les cotraitants et sous-traitants soient informés des obligations liées au présent marché public.

7.2- Conditions d'accès au Fort d'Ivry-sur-Seine- Zone protégée, contrôles primaires

Le Titulaire devra faire compléter par tous les agents, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations, **le formulaire de contrôle primaire qui lui sera fourni par l'ECPAD dès la notification du marché.**

Le Titulaire s'engagera à remettre à l'ECPAD le ou les formulaires complétés, au format électronique, **vingt-et-un (21) jours** avant la date d'accès au site escomptée.

En cas d'incohérence dans les informations transmises sur les formulaires, le délai d'obtention de l'autorisation d'accès sera rallongé et le Titulaire s'engagera à fournir les documents complémentaires demandés, tels que les pièces d'identité, les titres de séjour ou les actes de naissance.

Le Titulaire s'engagera à ce que seules les personnes ayant préalablement soumis le formulaire précité et fait l'objet d'une autorisation d'accès au site émise par l'officier de sécurité de l'ECPAD accèdent au lieu d'exécution des prestations.

L'ECPAD se réserve la possibilité, de plein droit et sans justification, de refuser l'accès au site à un ou des agents.

Les autorisations et les refus d'accès à la zone protégée ont une durée de validité de deux ans.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée ou exigée de l'ECPAD, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un agent sous la responsabilité du Titulaire. Idéalement, une équipe de réserve est identifiée au préalable et soumise aux formalités de façon préventive.

Le non-respect ou l'inobservation par le Titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

7.3-Accès à la zone protégée – planification des venues et contrôles au poste d'accueil et de filtrage

L'autorisation d'accès valable **deux ans** ne vaut pas un droit d'entrée permanent au site. Une planification des venues est préalablement obligatoire.

La planification des venues doit être établie au préalable avec le service de l'ECPAD en charge du suivi de la prestation, et ce, en respectant, sauf en cas d'urgence avérée, un délai de prévenance minimal de **48 heures ouvrées**.

Les agents disposant d'une autorisation d'accès doivent, à chaque entrée, présenter au poste d'accueil et de filtrage (PAF) une pièce d'identité nationale (passeport ou carte d'identité uniquement), ou un titre de séjour stipulant leur droit à travailler sur le territoire national, en cours de validité. Les pièces d'identités étrangères, les photocopies ou les copies numériques ne sont pas acceptées.

Les agents disposant d'une autorisation d'accès doivent, à chaque entrée et à chaque sortie, se soumettre aux contrôles visuels des sacs et véhicules.

Les agents disposant d'une autorisation d'accès ne disposent pas tacitement d'une autorisation d'accès en véhicule. La règle générale applicable aux véhicules est le stationnement sur le parking visiteur extérieur à la zone protégée. La demande d'autorisation d'accès d'un véhicule doit intervenir au plus tard 48h ouvrées avant la date de venue escomptée, être expressément justifiée par un besoin matériel et stipuler la marque et l'immatriculation du véhicule.

Le non-respect ou l'inobservation par tous les agents, appelés sous la responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour le compte du Titulaire pour exécuter les prestations, de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

7.4 -Protection du secret de la Défense nationale

Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, les Titulaires s'engagent à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

Chaque Titulaire reconnaît :

- ✓ Avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du Code pénal ;
- ✓ Qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Chaque Titulaire reconnaît avoir fait signer par tous les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations, une déclaration individuelle par laquelle lesdits personnels attestent :

- ✓ Avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du Code pénal ;
- ✓ Qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Les Titulaires s'engagent à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Les Titulaires s'engagent à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'autorité contractante ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par les Titulaires de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

8 CONTENU DE LA MISSION

8.1 – Interlocuteur privilégié(s) de l'équipe dédiée

Pour l'exercice de sa mission, le titulaire dédie un ou des interlocuteurs privilégié(s) auprès de l'ECPAD, information à renseigner dans le cadre de réponse technique.

8.2 - Expérience des membres de l'équipe dédiée

Dans le cadre de la mission confiée au titulaire au terme du présent accord-cadre alloti, l'ECPAD peut solliciter, en fonction de la complexité des prestations à réaliser et de leur contexte, l'intervention d'un collaborateur confirmé ; celui-ci devra justifier d'au moins 5 ans d'expérience dans la profession.

8.3 - Modalités d'exécution de la mission

L'établissement public pourra en permanence et sans délai recourir à l'expertise du titulaire en posant toutes questions dans les domaines objet de la consultation, en sollicitant avis ou interprétation des lois et règlements ou de la jurisprudence, en demandant la synthèse des textes en vigueur ou une veille juridique, en communiquant des pièces pour avis et conseil.

Le titulaire s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires auprès de l'ECPAD, compte tenu des domaines d'intervention qui lui sont confiés par le présent accord-cadre. Il doit mettre en garde l'ECPAD contre les conséquences dommageables des dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à sa connaissance tout au long de sa mission.

Pour l'exécution de sa mission, le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions (expertise, négociations...) pour lesquelles l'ECPAD jugera sa présence nécessaire.

Les avis, analyses et examens seront concrétisés par des notes ou rapports écrits. Le titulaire les adressera directement à l'ECPAD, étant précisé que leur diffusion n'est pas autorisée.

S'agissant des contentieux, le titulaire, sauf avis contraire de l'ECPAD, assurera la représentation de ce dernier aux audiences. En cas d'empêchement de sa part, il se rapprochera de l'ECPAD avant toute demande de renvoi ou s'il souhaite se faire représenter par un confrère.

8.4 - Saisine du titulaire

Les personnes habilitées à saisir le titulaire sont désignées ci-après :

- Le directeur de l'établissement public ;
- le directeur adjoint de l'établissement public ;
- le secrétaire général ;
- le chef du département des affaires juridiques et des achats ;
- l'adjoint au chef du département des affaires juridiques et des achats.

En cas d'adjonction ou de suppression dans la liste des personnes habilitées, une liste actualisée sera communiquée au titulaire sans qu'il soit besoin d'établir un avenant.

Le titulaire pourra être saisi de tous dossiers par voie de courrier, télécopie, courriel, remise en mains propres.

Le titulaire s'engage dès sa saisine à effectuer toutes diligences normales nécessaires à la défense des intérêts de l'établissement de communication et de production audiovisuelle de la défense.

8.5 - Prestations à réaliser et documents à produire

Au titre de sa mission de conseil, le titulaire réalisera notamment les prestations suivantes :

- réponses téléphoniques ou courriels courts pour les questions ne nécessitant pas de recherches particulières ;
- rédaction de notes ou de rapports d'analyse et de préconisation et validation juridique de projets de notes ou instructions internes ;
- rédaction de notes ou de rapports d'analyse et de préconisation relatives à la résolution du litige ;
- rédaction des courriers de réponse en cas de recours gracieux et validation juridique de tels projets ;
- négociation entre avocats et rédaction de protocoles transactionnels et validation de tels projets ;
- consultation sur les réclamations des entreprises ;
- rédaction d'actes (décisions, contrats, conventions, baux, marchés, ou clauses particulières) et de tous autres documents écrits (version papier et électronique) et validation juridique de projets d'actes ;
- participation à des réunions.

Au titre de sa mission de représentation en justice, le titulaire réalisera notamment les prestations suivantes :

- représentation devant les juridictions pour l'ensemble des matières faisant l'objet du lot concerné ;
- rédaction de requêtes, mémoires, plaintes, conclusions, rédaction de compte-rendu d'audience, rédaction d'expertise ;
- assistance à la rédaction de requêtes, mémoires, plaintes, conclusions, compte-rendu d'audience, d'expertise.

Sont exclues du présent accord-cadre toutes les affaires pendantes, au jour de la notification de l'accord-cadre, devant les juridictions.

Tous les documents produits par le titulaire seront délivrés sur support électronique.

Les notes, analyses et avis doivent :

- être clairs,
- répondre précisément à la question posée,
- tenir compte des caractéristiques de l'établissement,
- comporter des préconisations permettant de corriger les éventuelles irrégularités et indiquer la procédure à suivre afin de garantir la fiabilité juridique des actes ;
- comporter le détail des références jurisprudentielles et doctrinales sur lesquelles se fondent ces préconisations afin de permettre au département des affaires juridiques et des achats de l'ECPAD d'apprécier la validité juridique de l'argumentation.

Dans le cadre des procédures contentieuses, les projets d'actes sont obligatoirement soumis préalablement à leur envoi au département des affaires juridiques et des achats pour validation, suffisamment à l'avance pour lui permettre de les étudier tout en respectant les délais impartis en raison notamment des procédures en cours.

Le prestataire communique dès réception toutes pièces reçues dans le cadre des contentieux.

9 OPERATION DE VERIFICATION

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives ont pour effet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions fixées au 6.2 du présent CCP ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles fixées au 8.5 du présent CCP.

En application de l'article 28.2 du CCAG/PI, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet. Le point de départ du délai est à compter de la date à laquelle a lieu la livraison des prestations au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché. Lorsque ce dernier estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau les prestations mises au point au pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze (15) jours.

10 MODALITÉS ET DÉTERMINATION DES PRIX

10.1- Type et forme des prix

10.1.1 - Emission des bons de commande

Le marché est traité par le biais de bons de commande.

Les bons de commande seront émis par le pouvoir adjudicateur au moment de la survenance des besoins. Le titulaire pourra être saisi de tous dossiers par voie de courrier, télécopie, courriel, remise en mains propres précisant l'objet des prestations.

Il devra accuser réception de la demande par écrit (courrier, télécopie ou courriel) dans un délai maximum de 3 jours ouvrés.

Chaque bon de commande a trait à une affaire déterminée. Il spécifie la nature de la prestation demandée, les modalités de détermination du prix, les délais d'exécution et le service de l'établissement public référent.

Le bon de commande peut porter sur une prestation déterminée ou sur une mission. La commande d'une mission se rapporte à une affaire déterminée, elle emporte commande de toutes prestations nécessaires à sa résolution.

Les commandes adressées au titulaire pendant la durée de l'accord-cadre peuvent s'exécuter au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre, dans une proportion strictement nécessaire à l'accomplissement de la mission confiée au titulaire et à la défense des intérêts de l'établissement de communication et de production audiovisuelle de la défense.

En revanche, passé la date d'échéance de l'accord-cadre, aucune commande ne peut être adressée au titulaire sur le fondement du présent accord-cadre.

En application de des articles R.2112-7 et Article R.2112-8 du Code de la commande publique, les prix du marché sont définitifs et **fermes**.

10.2 - Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande comportera les renseignements suivants :

- la référence du lot de l'accord-cadre ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation des prestations ;
- les prix unitaires du BPU et les quantités à exécuter ;
- le délai d'exécution des prestations ;
- le montant total hors taxes ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC.

10.3 - Observations de la part du titulaire

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier par courriel au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 24 heures à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

10.2- Contenu des prix

Les prix exprimés toutes taxes comprises et hors taxes figurent dans le bordereau des prix unitaire (BPU) annexée à l'acte d'engagement du présent marché.

Les prix sont réputés complets et comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents aux prestations, aux risques techniques et économiques prévisibles ainsi que la livraison franco de port.

10.3 Variation des prix

Les prix figurant à l'acte d'engagement sont révisibles annuellement, sur demande de l'une ou l'autre des Parties, en application de la formule suivante :

$$P = Po [0,15 + 0,85 (I / Io)]$$

dans laquelle :

P Prix révisé pour l'année N

Po Prix du marché en cours

I Indice de référence* publié au moment de la demande de révision de l'année N

Io Indice de référence du mois anniversaire de notification du marché de l'année N-1

*L'indice de référence pour le marché est :

- Indice SYNTEC. Accès : <http://services.lemoniteur.fr/indices-index> ✕

La demande de révision est adressée par la Partie la plus diligente à l'autre Partie, par lettre recommandée avec accusé de réception, deux (2) mois avant le terme de la période considérée. A défaut d'intervenir dans ce délai ou dans cette forme, la demande de révision peut être refusée par l'autre Partie.

En cas d'accord, les prix révisés sont applicables pour la période suivante. La nouvelle annexe financière se substitue à la précédente sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Dans le cas où un indice ne serait plus publié, le nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans l'hypothèse où aucun indice de substitution ne serait préconisé, la substitution d'indice est effectuée par voie d'avenant.

12 MODALITÉS DE RÉGLEMENT

12.1-Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le délai maximum de paiement est de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception de la facture, ou de la date d'exécution des prestations, portée sur la certification de service fait, si elle est postérieure à la date de réception de la facture dématérialisée.

Dans les conditions prévues aux articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique, le défaut de paiement dans les délais fait courir, de plein droit et sans formalité, des **intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire de 40 euros** pour frais de recouvrement aux bénéfices du

titulaire. Le taux des éventuels intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêts de la principale activité de refinancement de la banque centrale européenne (BCE) augmenté de 8 points.

12.2 -Etablissement et remise des factures

12.2.1 Mentions obligatoires sur les factures

Les factures sont établies en un original portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et adresse du créancier ;
- Le numéro de séquençement unique (n° facture) ;
- Le numéro d'inscription au registre du commerce, le numéro de SIRET références de son compte bancaire ou postal ;
- La référence du marché suivante : « **2025-ECPAD-002 à 004-AC** » ;
- La désignation de la prestation ;
- Les prix, le taux et le montant de la taxe à la valeur ajoutée française (T.V.A.) ;
- La date d'édition de la facture.

12.2.2 Transmission des factures

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016, relatifs au développement de la facturation électronique, la transmission dématérialisée des factures est, depuis le 1^{er} janvier 2020, obligatoire pour l'ensemble des titulaires. L'obligation de transmission des factures dématérialisées s'applique à tous les titulaires et sous-traitants admis au paiement direct des contrats.

Les factures devront être transmises sur le portail « CHORUS PRO » en renseignant les éléments suivants :

- Le **numéro de SIRET**, qui identifiera l'ECPAD en tant que destinataire de la facture : 180 092 231 00018 ;
- Le **code service** suivant : **SG**;
- Le **numéro d'engagement** et le **code service** sont inscrits sur chaque bon de commande.

En cas d'envoi papier, les factures seront adressées à :

Etablissement de Communication et de Production Audiovisuelle de la Défense
Secrétariat Général – Département Budgétaire et Financier
2 à 8, route du Fort - Fort d'IVRY
94 205 IVRY SUR SEINE Cedex

Quel que soit le mode d'envoi, toute facture incomplète sera renvoyée et les délais de paiement suspendus.

12.3 -Règlement

Le paiement interviendra après certification du service fait sur chaque facture. Le mode de règlement est le virement administratif.

12.4 -Avance

Sauf en cas de refus du Titulaire indiqué au cadre B4 de l'acte d'engagement, si les conditions de montants et de durée d'exécution du marché sont réunies, l'avance prévue à l'article L. 2191-2 du code de la commande publique sera versée au Titulaire.

En application de l'article 11.1 du CCAG-PI, l'option A est retenue.

- **Lorsque le Titulaire, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique**, le taux de l'avance est fixé à 30 % en application de l'article A.11.1 du CCAG-PI.
- **Lorsque le Titulaire, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du code de la commande publique**, le taux de l'avance est fixé à 5 % en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

12.5- Cession ou nantissement

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux conditions stipulées aux articles L.2191-8 et R.2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

13 PÉNALITÉS

Les dispositions suivantes sont prises par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI.

Les pénalités s'appliquent aux délais inscrits dans les documents contractuels.

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Les pénalités pour retard commencent à courir :

- le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré,
- le lendemain du jour où le manquement a été constaté.

Dans le cas du présent accord-cadre, les pénalités suivantes seront appliquées :

Pénalité pour absence à un Rendez-Vous
Conformément à l'article 8.3 du présent CCP, le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions (expertise, négociations...) pour lesquelles l'ECPAD jugera sa présence nécessaire. Il est tenu de prévenir l'ECPAD de son absence 48 heures minimums avant la réunion. Auquel cas, il devra s'acquitter par infraction d'un montant de pénalité de : 100 € par constat.
Pénalité pour retard dans l'exécution ou dans la remise des pièces
D'après le VI du présent CCP, le titulaire est tenu de respecter les délais d'exécution des prestations, prévus d'un commun accord au préalable. Les

pénalités courent au lendemain du jour où le délai a expiré et s'appliquent de la manière suivante :

50 € par jour de retard.

14 MODIFICATION DU MARCHÉ

14.1 -Modification du marché rendant nécessaire la conclusion d'un avenant

Si le besoin le justifie, le marché peut faire l'objet de modifications, sous réserve des dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la commande publique.

Les quatre cas exposés ci-dessous rendent obligatoire l'établissement d'un avenant :

- Prestations supplémentaires apparues en cours d'exécution** : lorsque les besoins de l'ECPAD en cours d'exécution nécessitent l'ajout de nouvelles prestations ou la substitution de certaines initialement prévues, soit de faire évoluer une ou plusieurs prestations proposées par le Titulaire, et ce, dans le cadre des besoins exprimés dans le cahier des clauses techniques particulières, sans pour autant que ces modifications introduites ne soient substantielles et n'impactent le montant du contrat. Des prestations complémentaires pourront être commandées par ajout au bordereau de prix pour garantir l'unité de la prestation.
- **Modification du montant du marché** : lorsque les prestations supplémentaires apparues en cours d'exécution sont devenues nécessaires et font naître une modification du montant du contrat dans la limite fixée par l'article R. 2194-3 du Code de la commande publique.
 - **Défaillance du Titulaire** : en cas de défaillance du Titulaire et lorsque la reprise du marché par un autre opérateur économique n'est pas rendue nécessaire, celui-ci peut être résilié dans les conditions prévues au CCAG applicable. Cependant, lorsque le Titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, le groupement doit exécuter le marché dans les conditions mentionnées à l'acte d'engagement ou ses annexes. En cas de défaillance d'un membre du groupement, les prestations dévolues à cet opérateur sont effectuées soit par les autres membres du groupement soit par un nouvel opérateur économique, accepté par l'ECPAD. Si le mandataire du groupement est défaillant, un autre mandataire est désigné au sein du groupement. A défaut, l'ECPAD peut proposer au groupement d'intégrer un nouveau mandataire de son choix. Dans le cas où le changement de Titulaire agréé par l'ECPAD ne peut être acté par voie d'avenant, un nouveau marché est passé avec le nouveau mandataire d'une part et les autres membres du groupement d'autre part sans que le nouveau contrat ne bouleverse les conditions économiques du contrat initial.
 - **Modifications affectant le Titulaire ou son activité** : le Titulaire doit obligatoirement notifier à l'ECPAD toute modification ayant pour effet de substituer à la personne morale signataire du présent marché une entité juridique différente ou d'entraîner un changement de contrôle de la société. Les conditions de la cessation d'activités ou autres causes d'interruption non volontaire des activités de l'entreprise seront réglées conformément aux dispositions du CCAG applicable. La cession du présent marché sans autorisation expresse de l'ECPAD est interdite.

Ces modifications ne peuvent changer l'objet du marché ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le Titulaire du marché.

14.2 -Modification du marché ne donnant pas lieu à un avenant

Les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par l'établissement sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant. Il s'agit notamment des modifications d'ordre administrative suivantes liées au Titulaire :

- Modification du siège social ;
- Modification du compte bancaire ;

- Désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société ;
- Changement de raison sociale ou changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.

14.3 – Clause de réexamen

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique relatif aux clauses de réexamen, le présent marché pourra être amendé, sans condition de montant, pour répondre aux aléas économiques et/ou techniques frappant le contrat en cours d'exécution. A ce titre, pourront faire l'objet d'un ajustement

- la réévaluation du montant maximum du marché en raison d'une consommation supérieure au besoin anticipé : Lorsque le seuil de 70 % est atteint, le titulaire devra adresser à l'acheteur :
 - un **mémoire justificatif** détaillant les circonstances ayant entraîné la surconsommation ;
 - un **état de consommation chiffré** accompagné d'une **projection raisonnable** des besoins jusqu'au terme du marché ;
 - toute pièce utile permettant d'apprécier l'impact sur l'équilibre économique du contrat ;
- l'introduction de nouvelles prestations : le produit ou service ajouté doit présenter une amélioration technique ou fonctionnelle mesurable (performance, innovation, ...) ;

15 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au Titulaire, en application des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique.

16 OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la main d'œuvre et conditions de travail, ainsi que celles relatives à la protection de l'environnement visées à l'article 7 du CCAG-PI.

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue, respectent les prescriptions législatives, normatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure d'en justifier, sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du Titulaire pendant la durée du marché. Le Titulaire applique le principe de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement, aussi bien dans l'utilisation et l'élimination ou le recyclage des produits utilisés.

Le Titulaire veille également à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché, conformément à la réglementation en vigueur.

Le Titulaire s'engage à limiter la consommation des ressources non renouvelables, à réduire la consommation électrique ainsi que les déchets et à traiter de façon optimale les produits en fin de vie.

Les échanges entre l'ECPAD et le Titulaire se font, dans la mesure du possible, par voie électronique afin de réduire la consommation de papier. Le Titulaire s'engage à imprimer en recto/verso les documents remis sur support papier.

Le Titulaire s'engage, par ailleurs, à respecter les propositions inscrites dans le questionnaire concernant le développement durable, transmis lors de la remise de son offre.

17 RÉSILIATION DU MARCHÉ

Le présent marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-PI, notamment pour les motifs ci-après :

- Événement extérieur au marché (article 38) ;
- Faute du Titulaire (article 39) ;
- Événements liés au marché (article 40).

En outre, le marché pourra être résilié pour motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 42 du CCAG-PI, aucune indemnité ne sera due au titulaire. Seront versées au Titulaire les sommes dues pour les prestations exécutées et réceptionnées.

En complément des dispositions de ces articles, le marché peut également être résilié pour faute du Titulaire dans les cas suivants :

- ✓ Inexactitude des renseignements fournis à l'appui de la candidature et/ou de l'offre,
- ✓ Non-respect des obligations contractuelles malgré une mise en demeure.

L'ECPAD invitera préalablement le Titulaire à présenter ses observations. En cas de résiliation, le Pouvoir adjudicateur exigera au moins du Titulaire la remise des données détenues en vue de l'exécution du marché.

Le Pouvoir adjudicateur en informe le Titulaire ou ses ayants droits lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces données par le Titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise.

18 EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, le Pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché public, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

19 DOCUMENTS A PRODUIRE DANS LE CADRE DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ PUBLIC

19.1-Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du Pouvoir adjudicateur, et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier dans un délai de **quinze jours à compter de la notification du marché public** et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché public, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Pouvoir adjudicateur et dans un délai de **quinze jours à compter de la réception de la demande** faite par l'administration. **A défaut de production dans un délai de 15 jours, le marché public pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire.**

19.2-Documents administratifs à produire pendant l'exécution du marché

Le Titulaire doit fournir les pièces prévues aux articles D 8222-5, D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail. Ces pièces sont à produire **tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché**.

Si le Titulaire ne fournit pas ces documents, l'administration lui notifie par écrit une mise en demeure assortie du délai dont il dispose pour fournir ces documents. A défaut d'indication du délai, le Titulaire dispose d'**un mois à compter de la notification de la mise en demeure**, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

19.3-Redressement ou liquidation judiciaire

Le Pouvoir adjudicateur informe le Titulaire que si, pendant la durée du marché public, son entreprise est en difficulté sur le plan judiciaire, elle doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser au représentant du Pouvoir adjudicateur **dans les quinze jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au jugement** de faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, ainsi qu'une copie de tous les documents afférents aux autorisations de poursuite des activités du titulaire, dans le cadre d'exécution du marché public.

20 OBLIGATIONS DU TITULAIRE DANS LE CADRE DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ

20.1-Lutte contre le travail dissimulé

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, si le Pouvoir adjudicateur est informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du Titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5, le Titulaire sera mis en demeure d'apporter au Pouvoir adjudicateur la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le marché public pourra être rompu sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

En outre, le Titulaire est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le site de l'ECPAD. Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition de l'ECPAD et de toute autre autorité compétente, qui peut en solliciter la production à tout moment pendant la durée du marché public. Le cas échéant, le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché public.

20.2-Langue

En application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, l'ensemble des livrables demandés au titre du présent marché public doit être rédigé en français.

En application de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cas où un candidat ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir ce document accompagné d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre le Pouvoir adjudicateur, le Titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant l'exécution du marché public s'effectuera en français.

20.3-Confidentialité

Le Titulaire et le Pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché public, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire ou du Pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut

demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché public. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties du marché public.

20.4- Protection du secret

Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du contrat la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le contrat est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

20-5- Communication de tout changement afférant aux données du Titulaire

Le Titulaire s'engage à prévenir le **département des affaires juridiques et des achats** de toute modification intervenant dans les caractéristiques de la société (changement de raison sociale, de compte bancaire, de SIRET, etc.) au fur et à mesure qu'elles interviennent, sous peine de refus des créances par le comptable public.

Le non-respect de cette obligation entraînera systématiquement la suspension du délai global de paiement.

20-6- Responsabilités du Titulaire vis-à-vis des tiers

En toute circonstance, le Titulaire demeure seul responsable de tous dommages ou accidents causés à des tiers, lors ou par suite de l'exécution de prestations résultant, soit de son propre fait, soit de son personnel.

21 DIFFÉRENDS ET LITIGES

21.1-Dispositions générales

Le Pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché public ou à l'exécution des prestations objet du marché public.

Tout différend entre le Titulaire et le Pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce **mémoire doit être communiqué au Pouvoir adjudicateur** dans le délai de **deux mois**, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le Pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

21.2 Comités consultatifs de règlement amiable des litiges

En application des articles L. 2197-1, R. 2197-23 et R. 2197-24 du Code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés dans des conditions fixées par décret.

Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises ou d'un comité consultatif de règlement amiable interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation ou la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

Le mode de saisine, la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement des comités consultatifs sont fixés par décret.

21.3 Procédure contentieuse

Le cas échéant et pour tout renseignement, l'instance chargée des procédures de recours contentieux est :

Tribunal administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle
77 008 MELUN
Tél : 01 60 56 66 30
Fax : 01 60 56 66 10

22 DÉROGATIONS AU CCAG-PI

Pour tout ce qui n'y est pas dérogé dans le présent CCAP, le CCAG-PI en vigueur est applicable.